



Le comité laïcité est lancé

SÉPARATISME Cette nouvelle structure interministérielle, qui remplace l'Observatoire, se réunira jeudi

Institué par décret le mois dernier, le comité interministériel de la laïcité se réunira pour la première fois jeudi à Matignon, sous l'égide du Premier ministre, Jean Castex. Plusieurs membres du gouvernement y participeront: Jean-Michel Blanquer (Éducation nationale), Amélie de Montchalin (Transformation et Fonction publiques) et Marlène Schiappa (Citoyenneté). « Ce comité permettra de mettre en œuvre les nouvelles dispositions prévues par le projet de loi [P.J.L.] sur le séparatisme et, au-delà, d'assurer la protection de notre modèle de laïcité », explique Marlène Schiappa, pour qui l'objectif est de « coordonner les ministères, dans une logique opérationnelle concrète, afin de ne plus laisser passer les atteintes à la laïcité ».

Le comité disposera d'une administration: un bureau de la laïcité, au sein de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l'Intérieur. Sa création sera officialisée jeudi. Ce bureau aura pour mission de superviser la nouvelle procédure prévue par le P.J.L. séparatisme, qui permet à un préfet de demander au juge de défaire la décision d'un élu si d'aventure celle-ci porte atteinte aux principes républicains. Il veillera aussi à la mise en place d'une formation obligatoire à partir de la fin 2021 dans les écoles de service public, afin que tous les fonctionnaires de France en aient bénéficié d'ici à 2024.

Une journée de la laïcité le 9 décembre

« Il n'est plus temps d'animer le débat public ou de lancer des controverses, mais d'agir très concrètement », estime Schiappa. C'est ce qui, dans l'esprit de ses promoteurs, différencie cet organisme de celui qui l'a précédé, l'Observatoire de la laïcité, dont la conception de la laïcité, jugée trop « accommodante » par certains, a régulièrement fait l'objet de polémiques – notamment au moment de l'assassinat de Samuel Paty – jusqu'à sa disparition et son remplacement par ce comité interministériel.

L'ancien président du défunt Observatoire, l'ex-ministre socialiste Jean-Louis Bianco, avait ainsi déploré ce remplacement « par une nouvelle instance interministérielle purement administrative ». Réplique de Schiappa: « Nous ne sommes plus dans le temps tribunitien. On va entrer dans l'action concrète, c'est la raison pour laquelle le Premier ministre a choisi d'instaurer ce comité. Il n'y a pas cinquante nuances de laïcité, et le nouveau bureau ne défendra qu'une ligne, celle de la laïcité en action. » Le comité annoncera également jeudi l'instauration d'une très symbolique Journée nationale de la laïcité, le 9 décembre. ●

DAVID REVAULT D'ALLONNES

